

[Text]

The other thing I think important—and you asked about the alternatives—is for the people at this table to expand on alternatives. There is nobody at this table saying Canada Post should operate at a loss. If necessary and absolutely necessary, service is important, but everybody at this table believes that self-sufficiency and breaking even, even for a public service, is a goal and an achievable goal.

So we're not talking about—and I wouldn't want you to think, because quite often we get questioned because of our political association, that we want to nationalize everything and we don't care if the deficit goes through the roof or not. That is absolutely untrue and the brief states it. But we believe there are ways other than what the minister and the legislation propose.

I'm not sure, Cid, if this has been on the books for a couple of months. I'm not sure if somebody got up one morning at 7 o'clock and figured, by God, there's a good piece of legislation; let's put it forward. I don't see any long-term planning. I'm sure you'll hear from the people that it was not discussed at the negotiating table. It was either a big secret or they hadn't thought about it when they were in negotiations for the last 36 months or something.

The other questions were labour relations, the dividends and job security, the negotiations, discussion and the membership. Okay. So you guys take it now.

• 1115

**Mr. Darrell Tingley (National President, Canadian Union of Postal Workers):** First, I think we have to look a little bit at the history. In 1981 it became a crown corporation. The mandate was that it become financially self-sufficient, because at that time the problem was that the government was subsidizing Canada Post to the tune of around \$600 million to \$800 million per year. The mandate was to get out of that and it was to improve labour relations and so on. Over time, they has improved the situation so that Canada Post became self-sufficient. As a matter of fact, it also became profitable.

Once it started to make some money, that is when a budgetary proviso was put in by Michael Wilson that not only should it make a profit or become financially self-sufficient, but it should make a very substantial profit, so that not only should it come close to the 14% and 15% return on equity but also it should turn over to the government, to offset the deficit, \$321 million over five years.

Things have shifted a lot since 1981. The act is still the same; it has never changed over the years. The purpose is still to become financially self-sufficient, to improve labour relations and so on. What has happened is that through the change of government, the government in power today has changed, obviously, the mandate of Canada Post so that it should become a profitable corporation.

[Translation]

Un autre chose qui est importante, c'est que les personnes assises autour de cette table étudient en détail d'autres possibilités; je crois d'ailleurs que vous avez demandé d'envisager des solutions de rechange. Il n'y a personne qui prétend que la Société canadienne des postes doit fonctionner à pertes. D'accord si c'est absolument nécessaire, car le service est important, mais tout le monde ici estime qu'il faut essayer, et ce n'est pas un but impossible à atteindre, d'accéder à une certaine autonomie financière, de rentrer dans ses frais, même dans le cas d'un service public.

Il n'est donc pas question pour nous—et je ne voudrais pas que vous le pensiez, parce qu'on nous questionne souvent à ce sujet en raison de notre association politique—de vouloir tout nationaliser en se fichant pas mal que le déficit monte en flèche ou non. C'est absolument faux et nous le précisons dans le mémoire. Nous estimons toutefois qu'il existe d'autres moyens que ceux que proposent le ministre et le projet de loi.

Je ne suis pas certaine, Cid, que cela soit prévu depuis un ou deux mois. Je ne suis pas certaine que quelqu'un ait eu un bon matin, en se levant, l'idée géniale de proposer ce projet de loi. Je ne pense pas que ce régime ait été prévu depuis longtemps. Je suis certaine qu'on vous dira qu'il n'en a pas été question au cours des négociations. Ou bien c'était un grand secret ou bien le gouvernement n'y avait pas encore pensé pendant les négociations qui durent depuis 36 mois environ.

Les autres questions concernent les relations de travail, les dividendes et la sécurité d'emploi, les négociations, les discussions et les membres. Bon à vous de jouer.

**M. Darrell Tingley (président national, Syndicat des postiers du Canada):** Je crois qu'il convient d'abord de faire un bref historique. En 1981, la Société canadienne des postes est devenue une société d'État. Elle avait pour mission d'accéder à l'autonomie financière parce qu'à cette époque, le gouvernement lui octroyait quelque chose comme 600 ou 800 millions de dollars de subventions par an. Sa mission consistait donc notamment à mettre un terme à cette situation ainsi qu'à améliorer les relations de travail. Avec le temps, la situation s'est améliorée au point que la Société canadienne des postes est devenue autonome sur le plan financier. Elle est même devenue une entreprise rentable.

Quand elle a commencé à gagner de l'argent, Michael Wilson s'est avisé de stipuler dans le budget qu'elle devait non seulement devenir rentable ou autonome sur le plan financier, mais aussi qu'elle devait réaliser de gros bénéfices, un rendement des capitaux propres de l'ordre de 14 à 15 p. 100 qui devaient en plus lui permettre de remettre 321 millions de dollars au gouvernement sur une période de cinq ans pour réduire le déficit.

Les choses ont beaucoup changé depuis 1981. La loi elle n'a pas changé depuis lors. Les objectifs consistent toujours à être autonome sur le plan financier, à améliorer les relations de travail et ainsi de suite. Par contre, il y a eu un changement de gouvernement et celui qui est au pouvoir actuellement a modifié la mission de la Société canadienne des postes pour l'obliger à devenir rentable.